

Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion



www.economiegabonplus.com N°110 - Septembre 2026

NE PEUT ÊTRE VENDU

CLIMAT ET COMPETITIVITE:

«LES ENTREPRISES GABONAISES ENGAGEES DANS LA TRANSFORMATION DURABLE »

ECONOMIE

L'ENVIRONNEMENT :

Nouvelle dimension de la souverainete

LA CONFORMITE ENVIRONNEMENTALE, UN LEVIER DE COMPETITIVITE POUR LES ENTREPRISES GABONAISES

ENTRETIEN

Lucas Millet,

Coordinateur PAFC/PEFC Bassin du Congo-PAFC Bassin du Congo

SIMPLICE NTEME,
Directeur général de Green ConsulTech



Nous œuvrons à la préservation de la nature, dans l'intérêt des communautés et de la faune.

together possible.

wwfgabon.org



en savoir plus sur nos actions





Titre du magazine :
EconomieGabon+

Éditeur :
MEDIAGAB

Directeur de publication :
Philippe Chandezon

Rédacteur en chef :
Emma laconfiante

Rédaction :
Emma laconfiante
Querena BARBERA
OGANDAGA
Viane Elsa EYANG OBAME

Directeur commercial :
Judicaël Yoland OVENGA

Assistant Commercial
ILENGOU MOUNZIEGOU

Directeur artistique & design graphique :
Lionel PEMBA MENSAH
Designetkoncept

Assistance Administrative
Tresca Love IKALO MOMBO

Responsable digital / Web :
Marc Elysee MBENGUE
Designetkoncept

Adresse :
4294 Boulevard de la Nation
Immeuble B.I.C.P -Bord de mer,
Libreville, Gabon, 4562

Téléphone :
+241 11731446

Email :
economiegabonplus@gmail.com

Site web :
<https://economiegabonplus.com>

Réseaux sociaux :
Facebook :
economiegabonplusofficiel

LinkedIn :
economiegabonplusofficiel

INFORMATIONS LÉGALES
MEDIAGAB SOCIÉTÉ ÉDITRICE DE :

ECONOMIE GABON+

RCC N°RG LBV 2019B22899
NUMÉRO STATISTIQUE : 47809 P

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION DE CONSTITUTION
D'UN ORGANE DE PRESSE :
N°0165/MCPEN/SG/DCOM DU 3 JUIN 2010

SOMMAIRE

05

ECONOMIE

L'ENVIRONNEMENT : NOUVELLE DIMENSION DE LA SOUVERAINETE

07

ENTRETIEN

Simlice Nteme,
Directeur général de Green ConsultTech

LA CONFORMITE ENVIRONNEMENTALE, UN LEVIER DE COMPETITIVITE POUR LES ENTREPRISES GABONAISES

DOSSIER

Green ConsultTech

10

ANTICIPER LES RISQUES POUR SÉCURISER LE PROJET : L'EIES, UN OUTIL DE PERFORMANCE

11

DU BOIS EXPLOITE AU BOIS VALORISE : COMMENT GREEN CONSULTTECH ACCOMPAGNE SBK ET LUSOLOC VERS LA CERTIFICATION

12

CONNAÎTRE LA FORÊT POUR MIEUX LA VALORISER

13

INTERVIEW

Nathalie Nyare Essima,
Coordonnatrice Pays du WWF Gabon

COMPETITIVITE ET DEVELOPPEMENT DURABLE : PERSPECTIVES DU WWF

16

INTERVIEW

Lucas Millet, Coordinateur PAFC/PEFC Bassin du Congo-PAFC
Bassin du Congo

CLIMAT ET COMPÉTITIVITÉ : LE PEFC AU SERVICE D'UNE FILIÈRE FORÊT-BOIS DURABLE, COMPÉTITIVE ET CRÉATRICE DE VALEURS

19

ECONOMIE

METIERS D'AVENIR : ESHOL MISE SUR LES COMPETENCES ENVIRONNEMENTALES AU CŒUR DES CHAINES DE VALEUR

21

ECONOMIE

GREEN FARM GABON : QUAND LA STRATEGIE PRESIDENTIELLE OUVRE UN NOUVEAU MARCHE

22

ECONOMIE

À OWENDO, LE CABINET VÉTÉRINAIRE BLEU CIEL : UNE PORTE OUVERTE DANS L'ESPACE VÉTÉRINAIRE GABONAIS

EDITO

DE L'AMBITION CLIMATIQUE A LA COMPETITIVITE : LE NOUVEAU DEFI DES ENTREPRISES GABONAISE



par Philippe Chandezon

À la COP30, le Gabon a réaffirmé une conviction centrale dans sa trajectoire de développement : **l'heure n'est plus aux promesses, mais à une action mesurable, concrète et durable.** Cette exigence prend une résonance particulière pour notre pays, **dont 88 % du territoire est couvert de forêts**, avec un taux de déforestation inférieur à **0,1 %**, faisant du Gabon l'un des rares pays carbone positif. Cette richesse naturelle constitue un capital stratégique pour notre économie.

L'enjeu climatique ne peut être dissocié de l'enjeu économique. La préservation des forêts, de la biodiversité et des ressources naturelles doit se traduire dans les modèles de production, les investissements et les stratégies des entreprises. Dans un contexte où les investisseurs, les donneurs d'ordre et les marchés renforcent leurs exigences environnementales, **la durabilité devient une condition de compétitivité.** Pour les entreprises gabonaises, il ne s'agit donc plus seulement de respecter une réglementation, mais d'anticiper les mutations qui redessinent l'accès aux capitaux et aux marchés internationaux.

Cette évolution est particulièrement visible dans la filière forêt-bois. Le dispositif PEFC, présent dans **57 pays**, couvre près de **300 millions d'hectares de forêts**. Dans le Bassin du Congo, plus de **5,5 millions d'hectares de forêts sont certifiés**. Ces chiffres traduisent une transformation qui dépasse la conservation : planification, traçabilité, réduction des impacts sur la biodiversité et amélioration des pratiques deviennent des leviers de performance.

Cette dynamique rappelle une réalité plus large : **la vision portée par l'État ne produit pleinement ses effets que lorsqu'elle est relayée par des acteurs capables de la mettre en œuvre.** Les organisations environnementales, les organismes de certification jouent ainsi une place stratégique. Au Gabon, le **WWF** accompagne depuis plusieurs décennies les pouvoirs publics et les entreprises sur les enjeux liés à la forêt, à la biodiversité, aux aires protégées et au climat.

La certification constitue un autre maillon essentiel. Elle permet de traduire les engagements environnementaux en pratiques

vérifiables et en standards reconnus. Pour les entreprises de la filière forêt-bois, le **PAFC Bassin du Congo** accompagne l'amélioration continue, la formation des équipes et la mise en conformité avec les exigences des marchés. Le Gabon, à l'origine du schéma national reconnu internationalement en 2009, a contribué à l'émergence d'un dispositif régional. Cette transformation s'inscrit également dans le quotidien des entreprises grâce à une expertise locale capable de convertir les exigences environnementales en outils opérationnels : audits de conformité, bilans carbone, évaluations environnementales, plans de gestion et stratégies de décarbonation. Créé en **2022**, **Green ConsulTech** illustre cette nouvelle génération d'acteurs qui accompagne les entreprises dans leur mise en conformité avec les exigences nationales.

Car derrière la conformité se joue désormais une question fondamentale : **celle de l'accès à la croissance.** Les critères ESG, les nouvelles réglementations internationales et les exigences des marchés d'exportation créent de nouvelles barrières à l'entrée. Les certifications environnementales peuvent devenir des passeports commerciaux, tandis que la maîtrise des risques contribue à sécuriser les investissements. Si le coût initial de la transition demeure réel, celle-ci peut favoriser une meilleure organisation, réduire les risques et ouvrir des perspectives sur des marchés à plus forte valeur ajoutée.

C'est cette transformation que nous avons voulu explorer dans ce numéro **d'Économie Gabon+** : celle d'un pays qui affirme une ambition climatique sur la scène internationale, d'institutions qui la traduisent en référentiels et en pratiques, et d'entreprises qui placent la durabilité au cœur de leur stratégie. **Du patrimoine naturel à la conformité, de la certification à la décarbonation, de la biodiversité à l'accès aux marchés, c'est une chaîne de valeur qui se construit.**

Le défi est désormais de faire de cette dynamique un avantage durable pour l'économie gabonaise. La transition environnementale ne doit pas être perçue uniquement comme une réponse à l'urgence climatique, mais comme une opportunité de moderniser nos entreprises, de conquérir de nouveaux marchés et de créer davantage de valeur sur notre territoire. **Le véritable enjeu n'est plus de savoir si les entreprises gabonaises doivent se transformer, mais si elles sauront faire de cette transformation un avantage compétitif.**



L'ENVIRONNEMENT : NOUVELLE DIMENSION DE LA SOUVERAINETE

Dans son adresse solennelle à la Nation à l'occasion de la fête de l'Indépendance, le Chef de l'État, Brice Clotaire Oligui Nguema, a directement associé la souveraineté nationale à la capacité du pays à protéger et valoriser son capital naturel. Le sujet environnemental ne relève désormais plus uniquement de la conservation passive, il s'impose comme un élément moteur de la politique économique moderne.

« Un pays véritablement souverain est un pays qui sait décider pour lui-même, former ses enfants, produire l'énergie dont il a besoin, protéger ses ressources, construire ses infrastructures et offrir à sa jeunesse une raison de croire en l'avenir. » affirme le Président de la République, Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA

Cette vision prend une dimension très concrète avec la validation de la Stratégie et du Plan d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB). Ce nouvel instrument sert de boussole pour lier intimement la préservation des écosystèmes au développement socio-économique du Gabon. L'ambition est claire : créer de véritables chaînes de valeur locales autour de la transformation du bois, des énergies renouvelables, de la gestion moderne des déchets et de la mobilisation des financements internationaux liés au climat.

Le climat au cœur de la diplomatie gabonaise

Le Gabon maintient fermement son rôle de leader écologique sur la scène internationale. Devant les parlementaires, le chef de l'État a réaffirmé avec force la position stratégique du pays face à l'urgence climatique mondiale.

« J'ai réaffirmé l'attachement du Gabon au multilatéralisme ainsi que les positions de notre pays sur les questions internationales, notamment celles liées à la paix, à la sécurité, au développement durable, à la protection de l'environnement et à la lutte contre le changement climatique. »

Pour donner du poids à cette diplomatie verte, le pouvoir mise sur la rigueur scientifique et annonce qu'une « attention particulière sera également portée sur le bilan carbone » du territoire national.

Forêts et biodiversité : protéger et valoriser un capital stratégique

ECONOMIE

Ministère des eaux et forêts

Avec près de 89 % de son territoire couvert de forêts, le Gabon dispose d'un patrimoine naturel exceptionnel. L'enjeu majeur consiste à mieux articuler exploitation industrielle et critères de conservation.

Le document de la stratégie nationale pour la biodiversité doit désormais dépasser le stade des simples engagements écrits pour devenir un outil d'action sur le terrain. Sa réussite dépendra de trois facteurs : la capacité à capter les financements verts, l'amélioration du suivi scientifique et l'association des populations locales à la gestion des ressources. La question n'est plus seulement de préserver la nature, mais de déterminer comment cette immense richesse peut faire vivre l'économie gabonaise de manière durable, sans être dégradée par les activités humaines.

Énergie : répondre à l'urgence, préparer la transition

Le discours présidentiel identifie l'électricité comme l'un des principaux défis économiques et sociaux du pays. Le constat hérité du passé est sévère, marqué par « l'inexistence d'une politique énergétique cohérente et claire pour la vie sociale et l'industrialisation ». Les coupures répétées affectent le quotidien des ménages et freinent la compétitivité des entreprises, tandis que la fragilité des réseaux limite les bénéfices des capacités de production existantes.

La priorité absolue est donc donnée au transport et à la distribution. Pour inverser la tendance, le gouvernement mène une refonte structurelle profonde, illustrée par le projet de scinder la SEEG afin de séparer la gestion de l'eau de celle de l'électricité. Sur le terrain des énergies renouvelables et d'avenir, Libreville voit grand et s'active sur la prospection du potentiel national en « hydrogène naturel ». Pour soutenir l'essor industriel, le Chef de l'État avait confirmé le lancement de grands chantiers durables, incluant « la réalisation d'une ligne de chemin de fer, ainsi que l'édification de barrages hydroélectriques ».

La traque aux pilleurs de ressources

Cette transition économique et écologique ne peut réussir sans une sécurité territoriale stricte face aux réseaux clandestins. Le Président a mis en garde les exploitants illégaux qui s'attaquent au patrimoine forestier et minier du pays. Grâce à une montée en puissance des Forces de Défense et de Sécurité, le Gabon muscle sa surveillance : « L'objectif de tous ces moyens est de lutter efficacement contre la recrudescence d'actes de grand banditisme, l'exploitation illégale de ressources naturelles. »

À travers ce cap méthodique, le Gabon valide son ambition : concilier l'industrialisation du pays avec les exigences écologiques du XXI^e siècle, faisant de la durabilité le véritable moteur de son indépendance.

Emma laconfiante



VENTE



CONSEIL



LOCATION



PROMOTION



Bureau International de Conseil et de Promotion




bicpsecretariat@gmail.com


065 30 18 80



+241 65317000







4294 Boulevard de la Nation, bord de mer

LA CONFORMITE ENVIRONNEMENTALE, UN LEVIER DE COMPETITIVITE POUR LES ENTREPRISES GABONAISES

Face au renforcement des exigences environnementales, les entreprises gabonaises doivent adapter leurs pratiques pour préserver leur accès aux marchés et renforcer leur compétitivité. Dans cet entretien exclusif, Simplicie Nteme, Directeur Général de Green ConsulTech, analyse ces évolutions et présente les solutions mises en œuvre pour accompagner les entreprises dans leur mise en conformité. Il revient également sur le rôle des outils environnementaux dans la sécurisation des investissements et la performance des entreprises.

« La performance financière pure, déconnectée de la durabilité, appartient au passé. »

*Simplice Nteme,
Directeur général de Green ConsulTech*

LA CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE, UN NOUVEL ENJEU DE COMPÉTITIVITÉ

Economie Gabon Plus : Aujourd'hui, peut-on encore parler de compétitivité sans intégrer les enjeux climatiques et environnementaux ?

Simplice Nteme : Non, c'est une erreur stratégique, qu'il faut absolument éviter désormais. La performance financière pure, déconnectée de la durabilité, appartient au passé. Aujourd'hui, pour le tissu entrepreneurial national, la compétitivité doit se mesurer autant à la rentabilité qu'à l'atténuation de l'empreinte carbone, à la capacité à gérer ses déchets et aux efforts de préservation des ressources naturelles. Le Gabon s'étant engagé à réduire drastiquement ses émissions de gaz à effet de serre issues notamment des secteurs extractifs, de l'agro-industrie et de la construction des infrastructures, les donneurs d'ordres mondiaux excluent de fait les acteurs qui ignorent ces enjeux. Le récent Gabon Economic Forum l'a bien rappelé : il n'y a plus de croissance forte sans prospérité partagée et durable.

Economie Gabon Plus : Pourquoi la conformité environnementale est-elle devenue un facteur stratégique pour les entreprises gabonaises ?

Simplice Nteme : Au Gabon, la politique nationale fait de la conformité environnementale un levier hautement stratégique. L'environnement est défini comme un moteur de croissance inscrit au cœur du programme de société du Chef de l'État, Chef du Gouvernement, Son Excellence Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA. Ainsi, le cadre posé par l'ordonnance n°019/PR/2021 du 13 septembre 2021 relative aux

changements climatiques et l'intensification des contrôles de terrain par les services publics, ne laissent plus de place à l'approximation. Par conséquent, pour les entreprises, la conformité environnementale devient le premier garant du droit d'opérer. De plus, être conforme protège la réputation de l'entreprise face à des communautés locales de plus en plus vigilantes, tout en débloquent l'accès à de nouveaux leviers de croissance.

Economie Gabon Plus : Quels sont les principaux risques auxquels s'exposent les entreprises qui ne respectent pas les normes environnementales ?

Simplice Nteme : Les risques sont à la fois juridiques,

réputationnels et financiers, avec des sanctions très lourdes

pouvant aller jusqu'à la suspension ou à l'arrêt définitif d'activités. Dans une conjoncture où la trésorerie des entreprises exige un pilotage rigoureux, un défaut de conformité peut également signifier l'arrêt immédiat des lignes de crédit des organismes financiers, y compris internationaux. Enfin, sur le plan opérationnel, l'absence de dialogue environnemental et social peut paralyser un site d'exploitation à la suite de conflits avec les populations riveraines.

Economie Gabon Plus : Comment les exigences des marchés internationaux et des investisseurs influencent-elles les pratiques des entreprises en matière de durabilité ?

Simplice Nteme : Aujourd'hui, les investisseurs et les acheteurs internationaux imposent de véritables barrières

ENTRETIEN

Simplice Nteme, Directeur général de Green ConsultTech

non tarifaires. Qu'il s'agisse des critères ESG des banques de développement, du mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières ou du Règlement sur la Déforestation de l'Union Européenne, la durabilité dicte l'accès aux capitaux et aux marchés export. Le lancement du mécanisme souverain "Gabon Infini" doté de 200 millions de dollars montre bien que le Gabon s'allie désormais aux géants mondiaux de la conservation pour structurer son économie. Pour nos entreprises locales, s'aligner sur ces standards n'est plus une simple option, c'est la condition indispensable pour exporter, d'où l'importance de la généralisation de la certification dans le secteur forestier, par exemple.

Economie Gabon Plus : Les certifications environnementales constituent-elles aujourd'hui un véritable passeport pour accéder aux marchés internationaux ?

Simplice Nteme : Absolument. Les certifications, à l'instar du FSC ou du PAFC dans la filière filière-bois, du RSPO pour la filière d'huile de palme ou de la norme ISO 14001 agissent comme des labels de confiance universels. Elles ouvrent les portes des zones les plus exigeantes comme l'Europe ou

l'Amérique du Nord. De plus, elles permettent à notre tissu industriel local de valoriser les produits finis avec un "premium" commercial substantiel et d'accéder à certains marchés de niche, transformant alors une contrainte technique en un puissant moteur de compétitivité à l'exportation.

GREEN CONSULTTECH, UN PARTENAIRE DE LA TRANSITION DURABLE DES ENTREPRISES

Economie Gabon Plus : Comment Green ConsultTech accompagne-t-il concrètement les entreprises dans leur démarche de conformité environnementale ?

Simplice Nteme : Green ConsultTech, créé en 2022, est un cabinet de conseil de droit gabonais dont le but est d'apporter des solutions opérationnelles locales aux exigences internationales. Nous intervenons sur le terrain pour réaliser des audits de conformité réglementaire, des inventaires forestiers, des bilans carbone, l'appui opérationnel dans le cadre de la certification, des évaluations environnementales, la réhabilitation des sites dégradés, etc. Nous co-construisons des stratégies de décarbonation, formons les équipes locales et fluidifions le dialogue avec les administrations pour l'obtention des agréments officiels. Nous travaillons pour le secteur public, le privé, les communautés locales et les partenaires au développement

Economie Gabon Plus : En quoi les inventaires forestiers, les études d'impact environnemental et social (EIES) ainsi que les plans de gestion environnementale contribuent-ils à sécuriser les investissements et à améliorer la performance des entreprises ?

Simplice Nteme : Ces outils techniques et scientifiques transforment le risque environnemental, économique et social en avantage prédictif. L'inventaire forestier permet de planifier l'exploitation sur le long terme en connaissant précisément la ressource et sa localisation. L'EIES permet quant à elle, d'identifier, de prédire et de réduire les effets négatifs des projets sur la nature et les populations. Elle contribue ainsi à désamorcer les blocages sociaux ou administratifs avant le premier coup de pioche. Enfin, le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) rationalise l'usage des ressources. Nos interventions récentes sur le terrain, qu'il s'agisse par exemple de l'évaluation de la gestion des déchets pour Precious Woods CEB ou de la mise en conformité de la chaîne d'exploitation de la Société Bois de Koulamoutou (SBK), prouvent que la rigueur verte génère un retour sur investissement immédiat.

In fine, investir dans ces outils ne doit pas être considéré comme un coût, mais plutôt comme un investissement stratégique qui protège et optimise la rentabilité de l'entreprise.

Economie Gabon Plus : Quels secteurs d'activité observez-vous aujourd'hui comme les plus engagés dans la transition durable au Gabon ?

Simplice Nteme : La filière forêt-bois reste historiquement pionnière en raison de l'obligation d'aménagement durable et de la généralisation de la certification. De même, le secteur du palmier à huile peut se targuer d'avoir fait d'énormes progrès depuis l'arrivée d'Olam Palm. Nous constatons également que la dynamique s'élargit fortement avec les



SIMPLICIEN NTEME,
Directeur général de Green
ConsultTech



secteurs minier et pétrolier qui se structurent rapidement, notamment pour la réhabilitation des sites dégradés et la réduction du torchage. On note aussi l'émergence d'un écosystème très prometteur autour de la gestion des déchets en général et de la valorisation du plastique en particulier, soutenue par l'engagement du Gabon dans les négociations pour le traité mondial anti-pollution plastique.

Economie Gabon Plus : Quels sont les principaux défis que rencontrent encore les entreprises gabonaises dans leur transition vers des modèles plus durables ?

Simplice Nteme : Le principal défi reste le coût initial des investissements pour moderniser les outils de production et de construction. À cela s'ajoutent le besoin accru en compétences au niveau local et la complexité des réglementations qui évoluent très vite. Enfin, il y a un enjeu

culturel : il faut réussir à diffuser le réflexe environnemental à tous les échelons de l'entreprise, de l'opérateur sur le site jusqu'au comité de direction.

Economie Gabon Plus : Quel message souhaiteriez-vous adresser aux dirigeants qui considèrent encore la conformité environnementale comme une contrainte plutôt qu'un levier de compétitivité ?

Simplice Nteme : Simplement, que le coût de l'inaction est infiniment plus élevé que le coût de la conformité. Si vous attendez une non-conformité environnementale, qu'une sanction tombe ou qu'un marché se ferme pour réagir, cela peut mettre en péril votre entreprise. Anticipez la transition pour avoir le choix de ses futurs marchés au lieu de les subir. La durabilité n'est pas une taxe, c'est un investissement d'avenir indispensable pour pérenniser votre activité, et Green Consulteh est là pour sécuriser cette trajectoire.



DU BOIS EXPLOITE AU BOIS VALORISE : COMMENT GREEN CONSULTTECH ACCOMPAGNE SBK ET LUSOLOC VERS LA CERTIFICATION

La certification forestière s'impose comme un levier majeur de conformité et de compétitivité. Depuis la mi-2025, le cabinet Green ConsulTech guide les entreprises SBK et LUSOLOC dans la refonte de leur gestion pour décrocher ce précieux sésame.

La rigueur des marchés internationaux ne laisse plus de place à l'improvisation. Pour les acteurs de la filière forêt-bois, l'accès aux débouchés les plus porteurs exige désormais des garanties environnementales et sociales strictes. C'est dans ce contexte que Green ConsulTech déploie un accompagnement stratégique auprès de SBK et LUSOLOC ; l'objectif étant de structurer leurs systèmes de gestion à travers la mise en conformité, la traçabilité et la préparation minutieuse aux audits.

Transformer les pratiques en un système vérifiable

Obtenir une certification implique avant tout de savoir documenter ses opérations au quotidien. Le travail commence sur le terrain par l'identification des écarts et la formalisation des procédures.

Le programme s'adapte aux spécificités de chaque site :

- **Chez SBK** : l'accent est mis sur la certification de la Chaîne de Contrôle (CoC) de l'usine, garantissant le suivi des produits et la traçabilité des matières premières. Les efforts conjugués des équipes de SBK et Green ConsulTech ont abouti à l'obtention de la certification en avril dernier ;
- **Chez LUSOLOC** : la priorité est de muscler l'organisation interne pour s'aligner sur les exigences des référentiels applicables en vue d'aboutir à la certification Gestion Forestière.

L'intervention de Green ConsulTech cible l'intégration durable des normes FSC dans la routine opérationnelle, transformant la contrainte réglementaire en un réflexe quotidien.

Une restructuration interne axée sur la performance

Cette transition vers l'excellence a déclenché une véritable mue organisationnelle. Une cellule d'aménagement et un service de certification ont vu le jour au sein des structures. Des postes clés ont été créés pour piloter des volets stratégiques : aménagement, traçabilité, hygiène-sécurité-environnement (HSE), social, ainsi que la protection de la faune et de la flore.

Cette nouvelle architecture change la donne. Elle améliore le suivi de la chaîne de valeurs et optimise le pilotage global. Mieux connaître la ressource et maîtriser les risques permet de sécuriser les opérations et d'anticiper les anomalies avant les contrôles officiels.

La durabilité comme outil de compétitivité

L'enjeu dépasse la simple administration. Les acheteurs mondiaux exigent aujourd'hui des preuves claires sur l'origine du bois et l'éthique de sa transformation. Une certification reconnue devient une clé d'accès exclusive aux marchés les plus exigeants.

La force de Green ConsulTech réside dans sa capacité à vulgariser des normes complexes en outils concrets pour les équipes de terrain. A travers l'exemple de SBK et LUSOLOC, la certification se révèle être un puissant accélérateur de performance. Dans une industrie sommée de concilier écologie, responsabilité sociale et rentabilité économique, l'avenir appartient aux entreprises capables de passer du bois simplement exploité au bois documenté, traçable et valorisé.

Querena barbera

ANTICIPER LES RISQUES POUR SÉCURISER LE PROJET : L'EIES, UN OUTIL DE PERFORMANCE

Un projet forestier ne se résume pas à une parcelle et à un potentiel de production. Derrière une Assiette Annuelle de Coupe se trouvent des cours d'eau, des sols, des écosystèmes, des populations et des activités économiques. Pour Gabon Green Forest Management International (GGFMI), Green Consulteh a été mobilisé pour mesurer les effets potentiels de l'exploitation à travers la réalisation d'une Étude d'Impact Environnemental et Social (EIES).

Voir les risques avant qu'ils ne deviennent des coûts

L'EIES sert d'abord à savoir ce que le projet peut modifier et à prendre les bonnes mesures avant le démarrage des opérations.

Pour GGFMI, Green Consulteh a réalisé les travaux de terrain, évalué les impacts environnementaux et sociaux dans l'Assiette Annuelle de Coupe, organisé les consultations des parties prenantes et élaboré le **Plan de Gestion Environnementale et Sociale**.

L'étude a notamment porté sur les effets possibles de l'exploitation sur le bassin versant de la **Mbé/Komo**, la régénération de l'okoumé et d'autres essences, la qualité des eaux ainsi que la connectivité avec **le parc national des Monts de Cristal**.

La question n'était donc pas simplement de savoir si le projet pouvait être réalisé. Il fallait surtout déterminer **dans quelles conditions il pouvait l'être sans compromettre les équilibres environnementaux et sociaux identifiés**.

Des constats aux mesures concrètes

Une étude d'impact n'a d'intérêt que si ses conclusions peuvent guider les décisions. Les mesures proposées permettent ainsi de limiter les sources de pollution, de réduire les effets sur les eaux, de préserver les continuités

écologiques et de favoriser la régénération forestière.

Pour l'entreprise, cette démarche permet surtout de mieux connaître les contraintes du terrain, d'anticiper les difficultés et de réduire les risques susceptibles de perturber le projet.

Green Consulteh accompagne également GGFMI dans la constitution d'un dossier conforme aux exigences de l'administration gabonaise et au cadre réglementaire applicable aux études d'impact environnemental.

La conformité au service de la performance

L'environnement est encore parfois considéré comme une contrainte supplémentaire pour les entreprises. Pourtant, le cas de GGFMI montre qu'une étude environnementale peut aussi servir à **sécuriser un projet**.

En identifiant les risques avant le début des opérations, l'entreprise peut mieux organiser ses mesures de prévention, limiter les imprévus et protéger la continuité de son activité. La conformité devient alors un élément du pilotage du projet, et non une simple formalité administrative.

La valeur d'une EIES ne se mesure donc pas au nombre de pages du rapport, mais à son utilité pour éclairer les décisions et éviter que les risques environnementaux, sociaux ou réglementaires ne se transforment en coûts.

Pour Green Consulteh, l'expertise environnementale répond ainsi à une exigence simple : mieux connaître les risques pour mieux décider, **mieux investir et sécuriser les projets dans la durée**.

Querena barbera



DOSSIER

Green Consulteh



CONNAÎTRE LA FORÊT POUR MIEUX LA VALORISER

L'inventaire forestier permet de disposer de données fiables sur les essences, les volumes et la localisation de la ressource. Ces informations sont indispensables pour planifier les opérations forestières et organiser l'exploitation. Dans ce cadre, Green ConsultTech accompagne depuis 2023 CEB/Précious Wood dans la collecte et l'analyse de ces données.

Compter pour mieux décider

L'inventaire forestier constitue l'un des premiers outils de décision de l'exploitation. Un arbre identifié, mesuré et localisé devient une information exploitable. Des données fiables permettent d'affiner la planification, d'organiser les opérations et de réduire les incertitudes liées à l'exploitation.

Le partenariat entre Green ConsultTech et CEB/Précious Wood, signé à la fin de 2022, a conduit au démarrage des travaux en janvier 2023 pour une durée de quatre ans. L'accompagnement porte principalement sur la réalisation des layons et la collecte des données dendrométriques. Sur le terrain, cette mission exige méthode, précision et connaissance des réalités forestières.

La donnée, nouvelle matière première de la gestion forestière

Les informations recueillies constituent une base pour la planification prévisionnelle des activités d'exploitation. La mission mobilise plusieurs compétences : inventaire forestier, cartographie, systèmes d'information géographique, analyse statistique et planification forestière.

La forêt n'est donc pas seulement considérée comme une ressource à exploiter. Elle devient un espace qu'il faut connaître pour mieux le gérer. Cette connaissance est essentielle dans un contexte où la gestion durable impose de concilier production et préservation. L'inventaire fournit les informations nécessaires pour éclairer ces arbitrages.

Une expertise construite sur le terrain

Derrière les cartes et les tableaux se trouvent des équipes, des kilomètres parcourus, des arbres identifiés et des données collectées dans des conditions souvent exigeantes. Cette dimension est essentielle dans le métier de Green

ConsultTech : son intervention repose autant sur la collecte de terrain que sur la capacité à structurer les informations et à les transformer en éléments utiles à la décision.

Pour CEB/Précious Wood, cette démarche contribue à disposer d'une connaissance plus précise de la ressource, à préparer la planification des opérations et à anticiper sur les commandes des clients.

Connaître la ressource pour préserver sa valeur

Dans une filière où la ressource naturelle constitue le principal actif, sa connaissance devient une condition de sa bonne gestion. L'inventaire forestier apparaît ainsi comme un outil de maîtrise du risque et de planification économique.

C'est cette passerelle entre terrain, donnée et décision que Green ConsultTech construit auprès de ses partenaires. **Cette démarche permet ainsi de mieux ajuster les choix d'exploitation aux caractéristiques réelles de la ressource et aux exigences de gestion durable. Car, en matière de forêt, on ne peut durablement exploiter ce que l'on ne connaît pas.**

Querena barbera



ENTRETIEN

Nathalie Nyare Essima, Coordonnatrice Pays du WWF Gabon

COMPETITIVITE ET DEVELOPPEMENT DURABLE : PERSPECTIVES DU WWF



« IL EST DONC POSSIBLE DE PRODUIRE, MAIS DE MANIERE RESPONSABLE. »

Nathalie Nyare Essima,
Coordonnatrice Pays du WWF Gabon

La Coordonnatrice Pays du WWF Gabon, Nathalie Nyare Essima, défend une approche où développement économique et préservation de la biodiversité avancent de pair. Dans cet entretien, elle revient sur l'accompagnement du WWF auprès des entreprises et des pouvoirs publics pour promouvoir une exploitation responsable des ressources naturelles, notamment dans les secteurs forestiers, minier et agricole. Une démarche qui place la gestion durable, la certification, la protection de la faune et la lutte contre le changement climatique au cœur des enjeux de compétitivité et de développement du Gabon.

Economie Gabon Plus : Quelles sont les missions du WWF au niveau mondial et plus spécifiquement au Gabon ?

Nathalie Nyare Essima : Le WWF est une Organisation Non Gouvernementale Internationale créée en 1961 qui s'est fixée pour mission d'arrêter la dégradation de l'environnement dans le monde et construire un avenir où les êtres humains pourront vivre en harmonie avec la nature".

Au Gabon, l'organisation se tient aux côtés du Gouvernement pour la mise en œuvre des priorités nationales en matière de conservation, de gestion durable et de valorisation des ressources naturelles, en général, et forestières, en particulier.

Economie Gabon Plus : Comment le WWF Gabon accompagne-t-il les entreprises gabonaises dans l'intégration des enjeux climatiques et de biodiversité dans leur stratégie ?

Nathalie Nyare Essima : Le WWF Gabon a signé des accords de collaboration avec des entreprises forestières gabonaises. L'objectif de ces accords est d'une part, de s'assurer que l'exploitation des ressources se fait sur la base de bonnes pratiques ; d'autre part, d'apporter un appui technique aux entreprises engagées dans la gestion durable de leurs concessions voire dans la certification.

Ces accords portent sur diverses thématiques notamment l'appui à la lutte anti-braconnage, la réalisation des

inventaires fauniques dans les concessions forestières, l'accompagnement vers la certification des concessions, l'appui au développement social.

Economie Gabon Plus : Comment la préservation de l'environnement et la compétitivité économique peuvent-elles être conciliées dans le contexte gabonais ?

Nathalie Nyare Essima : Pour un pays comme le Gabon engagé dans le développement durable, la préservation de l'environnement et la compétitivité économique sont indissociables.

Au Gabon, l'économie, en très grande partie, repose sur l'exploitation du pétrole, des ressources minières et forestières et l'agro-industrie. Ces secteurs d'activité exercent des pressions plus ou moins importantes sur l'environnement et les ressources naturelles. Toutefois, il est possible d'appliquer de bonnes pratiques qui permettront, non pas de supprimer ces impacts, mais de les minimiser/ atténuer. Diverses normes et certifications reconnues au niveau international existent. C'est notamment le cas de la certification FSC, appliquée au secteur forêt, et de la RSPO, appliquée au secteur du palmier à huile, dont le WWF fait la promotion.

Il est donc possible de produire mais de manière responsable. Pour les secteurs des mines et de l'agriculture en particulier, nous avons travaillé, à travers le projet BIODEV2030, avec les acteurs concernés afin d'identifier et de promouvoir des Instruments de Politiques Publiques Sectorielles (IPPS) favorables à la biodiversité. Ce processus a abouti à

l'élaboration d'une note d'orientation destinée à renforcer la prise en compte de la biodiversité dans ces secteurs stratégiques.

Economie Gabon Plus : Quels sont les principaux programmes du WWF Gabon liés à la forêt, à la faune, aux aires protégées et au climat ? Quels résultats avez-vous obtenus ?

Nathalie Nyare Essima : Depuis son installation au Gabon en 1991, le WWF a mis en œuvre de nombreux projets liés aux thématiques sus-indiquées, il ne sera donc pas possible de tous les énumérer mais nous allons juste présenter quelques exemples.

Lors de son installation, le WWF a accompagné le Ministère des Eaux et Forêts, via la Direction de la Faune et de la Chasse, DFC, (devenue Direction Générale de la Faune et des Aires Protégées, DGFAP) pour la gestion durable de la faune et la lutte contre le braconnage. Des appuis matériels, financiers et techniques étaient alors fournis afin de faciliter le déploiement des équipes sur le terrain. Ils ont également porté sur la gestion des aires protégées bien avant la création des parcs nationaux en 2002.

Toujours en matière de faune, le WWF a élaboré le premier Programme de Lutte Anti- Braconnage (ProLAB) avec une compagnie forestière, la Compagnie des Bois du Gabon (CBG). Ce programme est exécuté dans le cadre d'un accord tripartite public-privé associant le Ministère des Eaux et Forêts, le WWF et la Compagnie des Bois du Gabon (CBG) qui vise à lutter contre le braconnage et à promouvoir la gestion durable des ressources fauniques au sein de la concession forestière de CBG.

En matière de forêt, le WWF a mis en place les premières forêts communautaires du Gabon dans le cadre du projet Développement d'Alternatives Communautaires à l'Exploitation Forestière Illégale (DACEFI) financé par l'UE, vers 2010. Ce projet contribuait à la mise en œuvre de la Loi 16/01 du 30 décembre 2001 portant Code Forestier en République qui a institué les forêts communautaires. Il visait également l'implication des communautés locales dans la gestion durable des forêts ainsi que l'amélioration de leurs conditions de vie grâce à l'augmentation de leurs revenus.

En matière d'éducation, le WWF a mis en œuvre pendant plusieurs années un programme de bourses qui a permis à de nombreux gabonais de poursuivre des études supérieures et de renforcer leurs compétences. Plusieurs anciens bénéficiaires jouent aujourd'hui un rôle important dans les administrations et les organisations œuvrant pour la gestion durable des ressources naturelles, notamment au sein du Ministère des Eaux et Forêts, de l'Environnement du Climat chargé du Conflit Homme-Faune.

Economie Gabon Plus : Comment le WWF travaille-t-il avec le gouvernement gabonais, les entreprises, et les communautés locales pour promouvoir une gestion durable des ressources naturelles ?

Nathalie Nyare Essima : Il n'y a pas d'approche particulière car cela dépend de plusieurs facteurs.

Le besoin de collaboration peut être émis soit par le WWF ou soit par un des partenaires. Par la suite, il est possible de signer des accords de collaboration ou simplement de mener des actions conjointes sur le terrain ou de procéder à une recherche conjointe de financements pour l'exécution des activités.

Le travail avec les partenaires peut s'inscrire soit dans un projet exécuté par le WWF, soit sur demande du partenaire qui souhaite bénéficier d'une expertise technique particulière.

Economie Gabon Plus : Face aux exigences des marchés internationaux, quel rôle joue le WWF pour aider les entreprises gabonaises à se conformer aux standards internationaux ?

Nathalie Nyare Essima : Il est vrai que les marchés sont de plus en plus exigeants et que des réglementations de plus en plus contraignantes sont adoptées ce qui peut freiner l'accès des produits. Z

L'approche du WWF est de travailler à deux niveaux :

- Au niveau national: Il s'agit notamment de renforcer les capacités des opérateurs afin de s'assurer qu'ils répondent aux exigences d'accès sur ces marchés. Cela passe des formations et la sensibilisation/ information sur les exigences à remplir. Le WWF a notamment travaillé avec les producteurs de cacao dans le cadre de la conformité au

Règlement contre la Déforestation de l'Union Européenne (RDUE). L'intervention du WWF porte aussi sur le renforcement du corpus juridique réglementaire afin de favoriser l'écoulement des produits gabonais sur les divers marchés.

L'organisation fait la promotion de certificats aussi bien auprès des entreprises que du Gouvernement afin de s'assurer d'une part, que les entreprises répondent à des normes reconnues sur le plan international ; et d'autre part, leurs produits accèdent aux marchés. C'est ainsi que le WWF fait la promotion du Forest Stewardship Council (FSC) dont il est un des membres fondateurs. Il en est de même pour la norme RSPO (Roundtable on Sustainable Palm Oil ou Table ronde sur l'huile de palme durable) qui est "un système de certification mondial qui définit des règles pour produire et acheter de l'huile de palme de manière écologique et sociale". Concernant ce dernier point, le WWF a accompagné la compagnie OLAM dans la formulation de la RSPO.

- Au niveau des marchés : Grâce aux Bureaux WWF établis dans les divers pays, l'organisation facilite la sensibilisation et l'information sur les marchés. Il met également en place des mécanismes qui facilite les relations entre les producteurs et les marchés à l'exemple du "Forest Forward" qui est un programme phare du WWF visant à mobiliser les entreprises (dans les pays producteurs et les marchés) en faveur de la nature, du climat et des populations.

Economie Gabon Plus : Quels sont les principaux défis liés aux secteurs forêts/ bois/ environnement auxquels le Gabon fait face aujourd'hui et comment le secteur privé peut-il contribuer à les relever ?

Nathalie Nyare Essima : Le Gabon fait face à de nombreux défis : Le Conflit Homme-Faune, les changements climatiques (avec notamment la montée des eaux observée dans certaines zones), l'exploitation illégale des ressources avec les conséquences sur l'environnement et la biodiversité, la gestion effective des aires protégées, un cadre réglementaire à réviser



ENTRETIEN

Nathalie Nyare Essima, Coordonnatrice Pays du WWF Gabon



ou à renforcer (prise de textes d'application), etc.

En fonction de leurs zones d'intervention respectives, les entreprises peuvent contribuer à adresser certains de ces défis dans le cadre de la mise en œuvre de leur politique RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) qui désigne "l'intégration volontaire par les entreprises de préoccupations sociales, environnementales et économiques à leurs activités et relations avec leurs parties prenantes".

Certaines entreprises développent des Plans d'Actions Biodiversité qui, en plus de prendre en compte les préoccupations liées à leurs concessions, pourraient inclure des problématiques qui vont au-delà, dans une approche intégrée. En effet, il s'agit d'une "méthode globale et interdisciplinaire qui combine plusieurs dimensions, acteurs, ou secteurs pour traiter un problème complexe de manière coordonnée, plutôt que d'apporter des réponses isolées ou sectorielles".

Economie Gabon Plus : Le Gabon est reconnu pour son leadership climatique. Comment le WWF soutient-il cette position et quelles opportunités cela crée-t-il pour les entreprises ?

Nathalie Nyare Essima : Le leadership du Gabon porte d'une part, sur les initiatives ambitieuses, courageuses et innovantes portées par les plus Hautes Autorités ; d'autre part, par la prise de positions au niveau mondial.

Pour le WWF, il s'agit d'une part, de contribuer à la mise en œuvre de ces initiatives (13 parcs nationaux, généralisation de la certification forestière, instauration des forêts communautaires...) ; et d'autre part, d'accompagner le pays dans la formulation de ses positions notamment lors de la préparation et de la participation aux Conférences des Parties (notamment CDB et CCNUCC).

La préparation des positions du Gabon sur les questions discutées au niveau international est un exercice inclusif auquel les entreprises doivent participer. Elle leur permet d'avoir une bonne connaissance de ces questions et de savoir comment le pays compte se positionner et les contextualiser. A titre d'exemple, cela doit être le cas pour la participation du Gabon aux conférences de la CITES (Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction) qui peut inscrire une espèce forestière exploitée dans un de ses Annexes dont celui relatif à l'interdiction totale de commerce. De telles questions devraient permettre aux opérateurs de prendre des mesures appropriées.

Il est d'autant plus important pour les opérateurs d'avoir une bonne connaissance/ compréhension de ces positions car elles sont souvent à la base de la prise de certaines dispositions réglementaires qui impactent leurs activités.

Enfin, le leadership du Gabon rassure les partenaires/marchés créant ainsi un environnement favorable

pour les entreprises.

Economie Gabon Plus : Quelles sont les priorités et les projets stratégiques du WWF Gabon pour les 3 à 5 prochaines années ?

Nathalie Nyare Essima : Le WWF Gabon a développé sa Stratégie 2026- 2030 qui porte sur Les écosystèmes (Forêts, Zones humides et Océan), les espèces (éléphants, grands singes, les tortues marines) et le bien-être des communautés (à l'intérieur et à l'extérieur des aires protégées).

Les divers projets contribuent à la mise en œuvre de cette Stratégie en lien avec les priorités nationales du Gouvernement. Il s'agit notamment de l'appui à la gestion effective des forêts communautaires, de la valorisation des Produits Forestiers Non Ligneux (avec implication des communautés locales), du suivi des tortues marines et de leur environnement, du suivi de la faune sauvage, de l'appui à la gestion des parcs nationaux (via un accord de co-gestion si agréé par le Gouvernement), de l'atténuation du conflit Homme-Faune, de la généralisation de l'éducation environnementale, de la promotion des bonnes pratiques et du renforcement du cadre réglementaire.

Economie Gabon Plus : Quel message souhaitez-vous adresser aux dirigeants d'entreprises gabonaises pour les encourager à s'engager davantage en faveur du climat et de la nature ?

Nathalie Nyare Essima : L'activité économique est indissociable de l'environnement car un développement doit répondre au moins à ces trois piliers que sont l'Environnement, le Social et l'Economie. Et nous pensons que toute entreprise sérieuse est engagée dans la durabilité car elle se projette sur plusieurs années, voire plusieurs décennies et cela passe par un équilibre entre ces 3 piliers.



Galaxy S23 Ultra



CLIMAT ET COMPÉTITIVITÉ : LE PEFC AU SERVICE D'UNE FILIÈRE FORÊT-BOIS DURABLE, COMPÉTITIVE ET CRÉATRICE DE VALEURS

Pour les entreprises de la filière forêt-bois, la certification n'est plus seulement une question de gestion durable : elle devient aussi un moyen de rester présentes sur des marchés internationaux de plus en plus exigeants. Dans cet entretien, Lucas Millet, représentant du PEFC/PAFC Bassin du Congo, revient sur les avancées au Gabon, les effets de la certification sur les entreprises, mais aussi sur les coûts et les défis qui restent à relever pour renforcer la compétitivité de la filière.

« La durabilité n'est pas un gros mot, c'est réellement le levier principal de l'action voulue par le PEFC à travers le monde. »

Lucas Millet, Coordinateur PAFC/PEFC Bassin du Congo-PAFC Bassin du Congo

Economie Gabon Plus : Le PEFC est aujourd'hui la première alliance mondiale dédiée à la certification forestière. Pouvez-vous présenter ses missions ainsi que celles du PAFC Bassin du Congo au Gabon ?

Lucas Millet : Le PEFC est la première alliance mondiale dédiée à la certification de gestion durable des forêts à travers le monde. Nous sommes présents dans **57 pays** et couvrons près de **300 millions** d'hectares de forêts. Également, nous assurons la traçabilité des produits bois transformés au travers des activités de près de **30 000 entreprises** partenaires. Dans la sous-région, la norme PAFC Bassin du Congo est le pilier régional de la certification PEFC. Il est porté par trois organisations nationales, administrateurs et propriétaires du Schéma : PAFC Gabon, Cameroun et Congo. La norme régionale assure une mission de préservation et de gestion des forêts au travers l'application de principes répondants aux

trois piliers reconnus de la gestion durable. A savoir la conjugaison des exigences en matière sociales, environnementales et économiques. Cela se traduit concrètement dans les entreprises engagées dans le processus par le respect des principes suivants :

- La législation et les conventions internationales applicable dans le pays
 - La planification des activités, la mise en place d'une traçabilité des produits afin de respecter la ressource forestière et la maintenir dans le temps
 - La réduction de l'impact des activités sur la biodiversité et les fonctions protectrices de la forêt
 - L'amélioration des conditions de vie des communautés locales et des peuples autochtones impactés.
- Lorsqu'une entreprise s'engage dans le processus de certification de gestion durable PAFC Bassin du Congo, elle sort de la catégorie d'exploitant forestier, pour devenir un véritable

ENTRETIEN

Lucas Millet, Coordinateur PAFC/PEFC Bassin du Congo-PAFC Bassin du Congo

acteur de gestion des forêts et de l'ensemble des services qui la compose.

Economie Gabon Plus : Depuis votre implantation au Gabon, quelles sont les principales actions menées pour promouvoir la gestion durable des forêts et accompagner les entreprises du secteur ?

Lucas Millet : Le Gabon est à l'initiative de la certification PAFC dans le Bassin du Congo. Un schéma national a tout d'abord été créée et reconnu internationalement en 2009. Par la suite le Cameroun et la République du Congo ont rejoint l'initiative et c'est tout naturellement que nous avons créée le schéma régional applicable aujourd'hui dans les trois pays depuis 2021, le PAFC Bassin du Congo.

De nombreuses actions sont menées afin d'accompagner et de sensibiliser les entreprises et leur personnel dans la certification PAFC Bassin du Congo. Nous comptons principalement des formations interentreprises, à destination des décideurs et du personnel des entreprises souhaitant intégrer le processus d'amélioration continue PAFC, l'organisation d'atelier, tant pour les pouvoirs publics que pour la société civile et des séances de sensibilisations plus spécifiques directement au sein des entreprises. La relation directe avec les différents organismes internationaux comme l'Association Technique Internationale des Bois Tropicaux (ATIBT), la Commission pour les Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC), la prise de position au sein du Partenariat pour Forêts du Bassin du Congo (PFBC) et toutes autres initiatives internationales, notamment des programmes de financement internationaux, permet une visibilité et un accompagnement concret des entreprises.

Economie Gabon Plus : Comment la certification PEFC contribue-t-elle à améliorer les pratiques de gestion forestière tout en répondant aux exigences des marchés internationaux ?

Lucas Millet : La certification PEFC permet une optimisation des activités des entreprises forestières. En effet la durabilité n'est pas un gros mot, c'est réellement le levier principal de l'action voulue par le PEFC à travers le monde. Cela se traduit par une meilleure planification des activités pour anticiper les contraintes et gagner en efficacité, une meilleure spécialisation des différents métiers présents au sein d'une organisation afin de limiter les risques sociaux et environnementaux. Mais également une meilleure prise en compte des intérêts des parties prenantes telles que les communautés locales et les peuples autochtones au travers d'actions permettant une amélioration de leurs conditions de vie.

Economie Gabon Plus : En quoi la certification représente-t-elle aujourd'hui un véritable levier de compétitivité pour les entreprises gabonaises de la filière forêt-bois ?

Lucas Millet : Le marché international du bois tropical n'est pas en très bonne santé actuellement. La certification de gestion durable des forêts PAFC Bassin du Congo permet aux entreprises de la sous-région de s'assurer des débouchés sur les marchés internationaux de plus en plus contraignants. Je pense en premier lieu à celui de l'Union Européenne. De nouvelles législations apparaissent afin de protéger les marchés internationaux régionaux, et la certification PAFC Bassin du Congo apporte toutes les garanties de respect des exigences mise en place dans ces régions du monde.

Economie Gabon Plus : Quel bilan dressez-vous des résultats obtenus au Gabon en matière de certification, de sensibilisation des acteurs et d'accompagnement des entreprises ?



Lucas Millet : Aujourd'hui les résultats obtenus par la certification forestière de gestion durable PAFC Bassin du Congo sont très positifs. Plus de 5.5 millions d'hectares de forêt sont désormais certifiées dans la sous-région. Les chiffres sont très encourageants pour les années à venir. Cependant cela n'est pas encore suffisant, les entreprises certifiées sont encore l'exception dans le paysage forestier gabonais, mais grâce aux initiatives mises en place par les pouvoirs publics, notamment les incitations fiscales pour les entreprises forestières certifiées, la robustesse du cadre légale de l'aménagement forestier, nous ne pouvons qu'être optimiste pour l'avenir.

Economie Gabon Plus : Quels sont les principaux défis auxquels restent confrontées les entreprises forestières gabonaises dans leur transition vers une gestion durable et certifiée ?

Lucas Millet : Bien souvent le principal défi rencontré par les entreprises forestières dans leur transition vers une gestion durable et certifiée est financier. En effet la certification est souvent perçue dans un premier temps comme une charge financière supplémentaire. Mais, de part notre expérience, nous savons que les entreprises qui ont fait le choix de se certifier sont désormais mieux organisées, font des économies d'échelles notamment à travers la meilleure spécialisation de leurs activités. L'accès aux différents marchés les plus contraignant est également un facteur de sécurisation des revenus pour ces dernières.

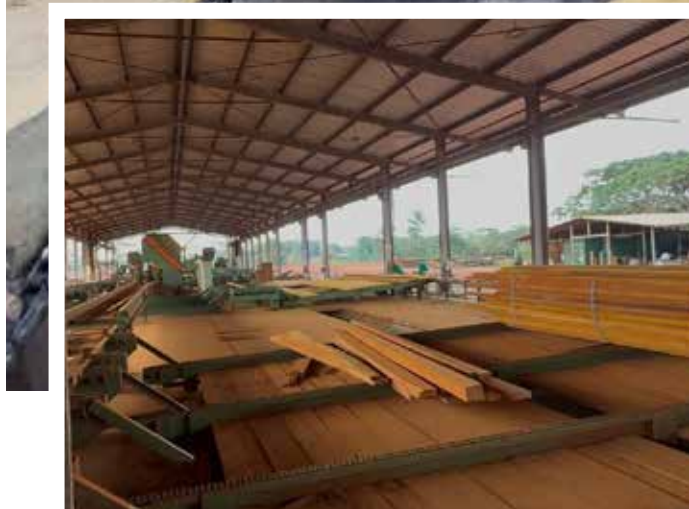
Economie Gabon Plus : Comment PEFC/PAFC travaille-t-il avec les pouvoirs publics, les concessionnaires forestiers, les industriels et les communautés locales afin de renforcer la gouvernance durable des ressources forestières ?

Lucas Millet : Aujourd'hui le PAFC est très présent dans les différents ateliers organisés par les pouvoirs publics, cela permet notamment d'apporter une expertise dans notre domaine de prédilection lors de la prise de décision au niveau national. De plus la proximité de PAFC avec les syndicats forestiers présent au Gabon nous permet de comprendre les préoccupations du secteur privé et de le traduire lors des discussions de haut niveau.

Economie Gabon Plus : Face aux enjeux du changement

ENTRETIEN

Lucas Millet, Coordinateur PAFC/PEFC Bassin du Congo-PAFC Bassin du Congo



climatique et de la préservation de la biodiversité, quelles opportunités la certification offre-t-elle au Gabon pour valoriser durablement son patrimoine forestier ?

Lucas Millet : La norme PAFC Bassin du Congo, dans son approche visant à minimiser l'impact des activités sur la biodiversité et les fonctions protectrices de la forêt intègre pleinement les enjeux du changement climatique. En effet, les entreprises certifiées sous le label PAFC doivent inventorier les stocks de carbone aériens présents dans leurs concessions forestières et ainsi permettent une cartographie des possibilités dans ce domaine. Les émissions de gaz à effets de serres liées aux activités sont également calculées, cela permet aux entreprises de trouver des solutions pour améliorer leurs pratiques.

Economie Gabon Plus : Quelles sont les priorités stratégiques et les projets que le PEFC/PAFC souhaite développer au Gabon au cours des prochaines années afin d'accélérer la transformation durable de la filière forêt-bois ?

Lucas Millet : Les organisations PAFC sont en train de développer des initiatives en lien avec la certification durable

des plantations et projets agros forestiers. Le Gabon, dans son initiative d'autosuffisance alimentaires, est en train de mettre en place de nombreux projets agricoles, et le PAFC peut être un levier d'accompagnement des producteurs et acteurs de ces filières.

Economie Gabon Plus : Quel message souhaitez-vous adresser aux entreprises gabonaises afin de les encourager à faire de la certification forestière un facteur de compétitivité d'innovation et de création de valeur mondiale ?

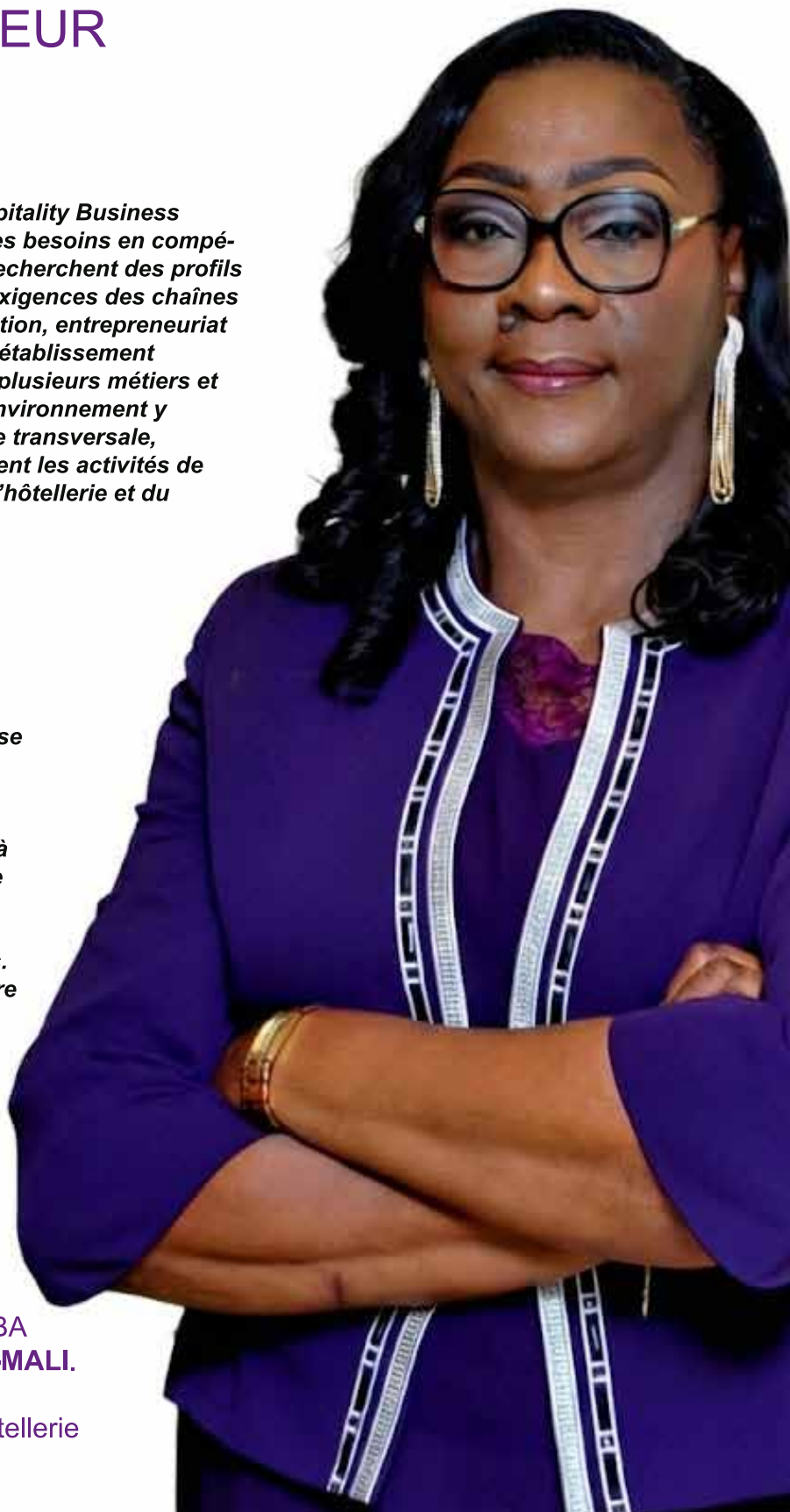
Lucas Millet : L'alliance PEFC à travers le monde et sa représentation au sein de PAFC Bassin du Congo permet d'appartenir à un système mondial reconnu de gestion durable et responsable de la ressource forestière. Sa présence sur l'ensemble des continents offre des possibilités d'ouverture de marchés mais également de partage de connaissance et compétences pouvant améliorer les pratiques et les rendre plus effectives et devenir plus compétitive afin de participer à la création de valeur mondiale.

METIERS D'AVENIR : ESHOL MISE SUR LES COMPETENCES ENVIRONNEMENTALES AU CŒUR DES CHAINES DE VALEUR

Le modèle développé par ESHOL Hospitality Business School s'inscrit dans une évolution des besoins en compétences au Gabon, où les entreprises recherchent des profils capables de répondre aux nouvelles exigences des chaînes de valeur. En articulant formation, gestion, entrepreneuriat et compétences environnementales, l'établissement propose une approche qui rapproche plusieurs métiers et secteurs appelés à se développer. L'environnement y apparaît ainsi comme une compétence transversale, susceptible d'accompagner durablement les activités de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de l'hôtellerie et du tourisme.

Ces secteurs figurent parmi ceux appelés à contribuer davantage à la diversification de l'économie gabonaise et nécessitent des compétences adaptées à leur transformation. Dans son adresse à la Nation, le Chef de l'État a notamment appelé les jeunes à s'intéresser davantage aux métiers de l'hôtellerie, soulignant la nécessité de rapprocher la formation des secteurs porteurs d'opportunités économiques. À travers son approche, ESHOL illustre ainsi comment la formation peut contribuer à préparer les jeunes aux réalités des chaînes de valeur et aux nouvelles exigences, notamment environnementales, qui les accompagnent.

Blandine Rita MBOUMBA
épouse **LEBONDO LE-MALI**.
Fondatrice de l'ESHOL
(École Supérieure D'hôtellerie
de Libreville)



De la production à la destination

Cette logique suppose de raisonner en chaînes de valeur plutôt qu'en filières isolées. ESHOL articule ainsi cinq pôles : agriculture, agroalimentaire, hospitality, tourisme et entrepreneuriat, autour d'un principe résumé par l'établissement : « de la terre à l'assiette, de l'assiette à l'hôtel, de l'hôtel à la destination touristique ».

L'intérêt de cette approche réside dans les complémentarités entre activités. La production agricole peut alimenter la transformation agroalimentaire, qui peut à son tour approvisionner la restauration et l'hôtellerie. Ces dernières participent à l'expérience touristique et à la valorisation des destinations, tandis que l'entrepreneuriat contribue à structurer les différents maillons.

Une telle articulation permet également de poser la question de la création de valeur locale. Produire davantage sur le territoire ne suffit pas si les produits sont peu transformés ou si les différents débouchés économiques restent insuffisamment connectés. Le rapprochement entre agriculture, transformation, restauration, hôtellerie et tourisme peut ainsi favoriser une

circulation plus importante de la valeur au sein de l'économie nationale.

L'environnement comme compétence transversale

Dans cette chaîne, l'environnement ne constitue plus nécessairement un domaine séparé. Gestion de l'eau et des sols dans l'agriculture, réduction des déchets dans l'agroalimentaire, maîtrise des consommations dans l'hôtellerie ou préservation des sites touristiques : les enjeux environnementaux concernent plusieurs métiers.

Dans l'hôtellerie, par exemple, la gestion des ressources, la réduction des déchets ou encore la valorisation des produits locaux peuvent directement influencer les coûts et la qualité des services. Dans le tourisme, la préservation des espaces naturels constitue également une condition de pérennité des activités. L'enjeu environnemental rejoint donc progressivement des considérations économiques et opérationnelles.

La formation doit ainsi préparer des profils capables de comprendre à la fois leur activité, les exigences économiques de leur secteur et ses impacts environnementaux. Cette évolution rejoint les transformations engagées dans les filières gabonaises, notamment l'objectif de développer davantage la transformation et la création de valeur localement.

Des parcours qui évoluent

Le parcours de Gilchrist MOUDOUNBI MANDAKA illustre, à son échelle, cette évolution des trajectoires professionnelles. Après une formation initiale en droit, il s'est réorienté vers les métiers de l'hôtellerie, auxquels il associe désormais des perspectives dans le management, l'organisation et la gestion des établissements.

Cette réorientation témoigne aussi d'une évolution possible dans la perception de ces métiers. L'hôtellerie ne se limite plus aux fonctions opérationnelles liées à l'accueil ou au service. Elle mobilise également des compétences en gestion, en management, en marketing, en entrepreneuriat et désormais en pratiques responsables.

Au-delà de cette trajectoire individuelle, l'enjeu est donc de faire évoluer la perception des métiers de l'hospitality et des autres secteurs porteurs.

Pour le Gabon, le défi n'est plus seulement d'identifier les métiers d'avenir, mais de former les compétences capables de transformer ces opportunités en activités économiques, en emplois et en valeur locale, tout en intégrant les impératifs environnementaux.

Emma laconfiante



**École Supérieure
de l'Hôtellerie de Libreville**
HOSPITALITY BUSINESS SCHOOL

Devenez **INGÉNIEUR
AGRONOME** ou
QUALITICIEN EN SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

LICENCE
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE BAC +3

DIPLÔME
INGÉNIEUR AGRONOME BAC +5

**RENTÉE
ACADÉMIQUE
2026-2027**

+241 77 87 65 66

ÉCOLE SITUÉE
EN FACE DE LA PHARMACIE
LE BON SAMARITAIN
(AKANDA - SHERKO)

f i d



GREEN FARM GABON : QUAND LA STRATEGIE PRESIDENTIELLE OUVRE UN NOUVEAU MARCHÉ

À l'approche de l'interdiction des importations de poulet de chair prévue en 2027, les producteurs gabonais sont appelés à accélérer. Green Farm Gabon entend saisir cette fenêtre de marché en diversifiant sa production et en investissant 200 millions de FCFA pour changer d'échelle.

Une décision politique qui redessine le marché

En mai 2025, le chef de l'État, Brice Clotaire Oligui Nguema, a annoncé l'interdiction de l'importation de poulet de chair à compter du 1er janvier 2027. L'objectif affiché est de renforcer la production avicole nationale, stimuler l'investissement agricole et réduire la dépendance du Gabon aux importations.

Depuis, cette orientation est progressivement traduite en mesures opérationnelles. Le gouvernement travaille notamment à structurer la filière et à accroître les capacités de production nationales avant l'échéance de 2027.

Green Farm Gabon se positionne

C'est dans ce contexte que Green Farm Gabon prépare sa diversification. Jusqu'ici principalement tournée vers la production d'œufs, l'exploitation produit environ 1,16 million d'œufs par an sur 2,5 hectares. Elle prévoit désormais d'investir 200 millions de FCFA à court terme afin d'augmenter ses capacités et de développer de nouvelles activités.

Miser sur le « poulet gabonais »

L'entreprise prévoit de lancer sa production de poulets de chair dans **les trois prochains mois**. Une décision qui répond directement à l'évolution attendue du marché : avec la réduction puis l'arrêt des importations, l'offre locale devra progressivement prendre le relais.

Pour Green Farm Gabon, l'enjeu dépasse donc la simple diversification. Il s'agit de transformer une orientation de politique publique en opportunité industrielle, alors que le Gabon cherche à bâtir une filière avicole plus autonome, capable de répondre à la demande intérieure et de créer davantage de valeur localement.

Querena barbera



À OWENDO, LE CABINET VÉTÉRINAIRE BLEU CIEL : UNE PORTE OUVERTE DANS L'ESPACE VÉTÉRINAIRE GABONAIS

Situé à Owendo, en face de Jean Violas, au sud du Grand Libreville, le Cabinet vétérinaire Bleu Ciel propose une offre de soins encore rare au Gabon. Selon le Dr Loïs ALLELA, qui porte cette initiative, moins d'une dizaine de Médecins vétérinaires exercent actuellement en clinique dans le pays. Consultations, suivi sanitaire, chirurgie, hospitalisation, gardiennage, toilettage et vente de produits vétérinaires : le cabinet s'est progressivement imposé comme un espace de soins et d'accueil, où le bien-être animal rejoint des enjeux de santé publique, de sécurité alimentaire et de développement local.

De la production à la destination

Derrière une devanture discrète, le Cabinet vétérinaire Bleu Ciel réunit plusieurs services permettant aux propriétaires et aux éleveurs de disposer d'une prise en charge de proximité. Ici, l'animal n'est pas seulement reçu pour une consultation. Il peut être hospitalisé, surveillé et gardé lorsque son état ou la situation de son propriétaire l'exige. Cette continuité de prise en charge donne au cabinet une fonction qui dépasse l'acte médical. Il s'agit d'offrir un environnement où l'animal peut être soigné, protégé et accompagné dans la durée.

La collaboration avec d'autres services extérieurs permet de réaliser certains examens et d'éviter des déplacements parfois contraignants. La chirurgie complète cette offre, tandis que le toilettage participe à l'entretien et à l'hygiène de l'animal. La disponibilité des produits vétérinaires facilite également l'accès aux soins. Dans un environnement où les structures spécialisées sont peu nombreuses, cette proximité représente déjà un service essentiel.

Le Dr Loïs Allela, la passion comme boussole

À l'origine du projet, le Dr Loïs ALLELA, que ses proches appellent également Nontsé ALLELA, revendique avant tout son identité de médecin vétérinaire.

« Toutes les autres fonctions peuvent vous être retirées. Mais le médecin que je suis restera toujours médecin », confie-t-elle. Sa vocation est née d'une prise de conscience du rôle de la médecine vétérinaire dans la sécurité alimentaire et la santé publique.

« Dès que j'ai compris l'importance de ce métier, j'en suis tombée amoureuse ».

Cette conviction se traduit par une pratique fondée sur la rigueur, la sincérité et la prévention. « Nous ne guérissons pas, nous soignons. C'est Dieu qui guérit ».

Sur les réseaux sociaux, le Dr ALLELA sensibilise les propriétaires à la vaccination, au suivi sanitaire et à leurs responsabilités. « Avoir un animal de compagnie, c'est votre droit le plus absolu. Le faire suivre par un vétérinaire, c'est votre devoir ». Dans un pays où l'information vétérinaire reste peu accessible, cette activité de sensibilisation prolonge le travail réalisé au cabinet.

**Préserver l'animal, protéger la production
Lutter contre la rage et les autres zoonoses nécessitent une présence vétérinaire régulière, des campagnes**

de vaccination et une information accessible aux populations. La santé animale rejoint ainsi directement la santé humaine. Cette approche rejoint le principe de « One Health », ou « Une seule santé », selon lequel les santés humaine, animale et environnementale sont interdépendantes.

Pour les éleveurs, la santé animale représente également un enjeu économique. Un animal malade peut entraîner une perte financière ; à l'échelle d'un élevage, une maladie peut affecter la production, les revenus et la capacité à renouveler le cheptel. Le suivi vétérinaire, la vaccination et le diagnostic précoce permettent de limiter ces risques et de préserver le cheptel. Cette réalité rejoint l'ambition de renforcer la production locale et la sécurité alimentaire du Gabon.

« L'autosuffisance alimentaire que nous prônons, nécessite que nous disposions d'un écosystème capable d'accompagner les producteurs : vétérinaires, techniciens, équipements et produits sanitaires. », conclut le Dr ALLELA. Pour elle, chaque produit importé peut également constituer une opportunité de production locale.

Emma laconfiante

Le stylo du futur

100% PERSONNALISABLE



Un code QR
individuel
relie vos stylos
à une appli
web person-
nalisée.



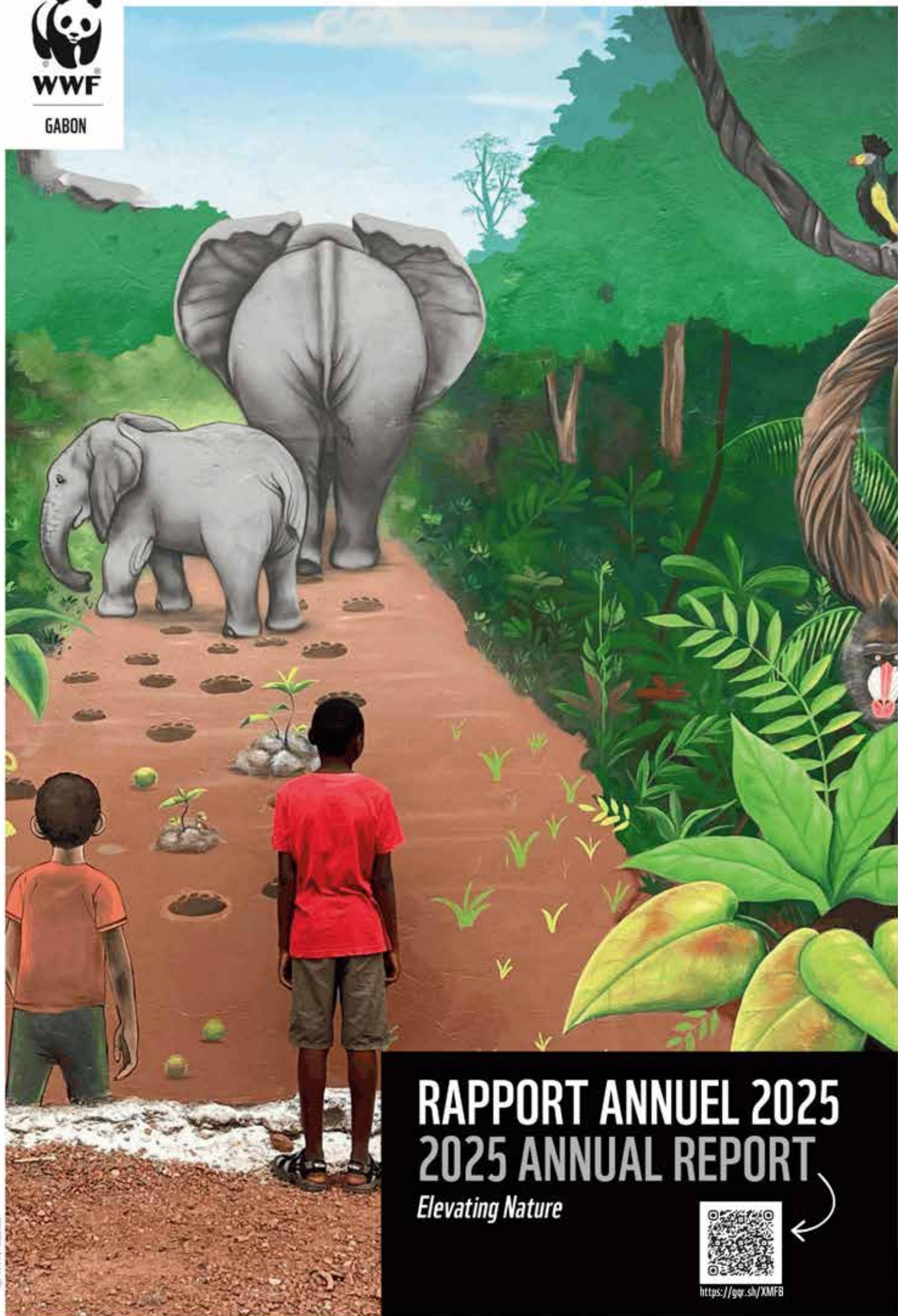
True Biotic
Instruments
d'écriture avec
composants en
biopolymères
biologiques, basés
sur des éléments
bios et rapidement
biodégradables sans
résidus dans des
environnements
naturels (PHA).

prodir®



DESIGN^{ET}KONCEPTS

ÊTRE VU ET RECONNU



RAPPORT ANNUEL 2025

2025 ANNUAL REPORT

Elevating Nature



<https://ggg.sh/XMFB>